

Lettre ouverte à Monsieur Mauguin, PDG de l'INRAE, sur la participation prochaine de l'Institut au colloque « Chimie et agriculture durable : Un partenariat en constante évolution » à la Fondation de la Maison de la Chimie

Monsieur Mauguin,

Le mercredi 4 novembre 2020 à Paris, la Fondation de la Maison de la Chimie organise un colloque intitulé « Chimie et agriculture durable : Un partenariat en constante évolution ». L'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) donne une caution scientifique à cet événement par la participation de son directeur scientifique environnement.¹ Nous vous écrivons aujourd'hui car ce colloque nous apparaît comme un cas d'école de manipulation de la démarche scientifique à des fins d'influence. Nous nous adressons à vous en tant que PDG d'un institut public officiellement dédié à la sécurité alimentaire et environnementale et à des systèmes alimentaires durables et sains, pour vous demander d'annuler la participation de l'INRAE à cet événement. La menace d'instrumentalisation de la réputation de l'INRAE à des fins d'intérêts privés est bien réelle, menant vers une aggravation des crises écologiques et climatiques que l'institut prétend combattre. Nous vous demandons également qu'une politique institutionnelle explicite soit mise en œuvre pour, à l'avenir, faire face à ce type d'instrumentalisation.

Le programme du colloque présente en effet deux problèmes majeurs, l'un scientifique, l'autre éthique. Le premier réside dans l'inadéquation entre le contenu du programme et l'objectif affiché de la journée. On ne peut que partager la volonté de développer une agriculture « qui limite son impact sur les sols, l'eau et l'air, qui préserve la biodiversité et qui consomme le minimum d'énergie envisageable ». Il est également adéquat de mettre en avant que « la Chimie a sa place dans cette stratégie avec la conception de nouveaux produits en étroite liaison avec la biologie et l'écologie, et en fonction d'évaluations complètes et intégrées de leurs effets ». La volonté d'ouverture est appropriée : « le niveau des interventions se veut accessible à tous pour permettre un large débat ». Enfin, débattre dans une « coopération transdisciplinaire accrue » du rôle de la chimie dans l'agriculture du futur, quoi de plus engageant ?

Mais un manque de hauteur sur les questions en jeu est patent dès les premières lignes de présentation du colloque. Il y est question de l'urgence de développer une agriculture « raisonnée » : ce vocable, apparu au milieu des années 1990 comme réponse des industriels et de la FNSEA à la dénonciation des pollutions d'origine agricole, a été mis en évidence comme visant à promouvoir une agriculture productiviste et utilisatrice de pesticides.² L'objectif de « produire plus et mieux » est par ailleurs affirmé sans être discuté, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour prôner des approches systémiques englobant l'ensemble du système alimentaire et non la seule production, et appeler avant tout à réduire les gaspillages alimentaires et la surconsommation alimentaire, en premier lieu de produits animaux.³ Même en gardant un angle d'approche assez étroit, la liste est longue des

¹ <https://actions.maisondelachimie.com/colloque/chimie-et-agriculture-durable/>

² Pierre Mayance (2020). Un verdissement contrôlé par la profession : Le cas de l'agriculture raisonnée en France. In : Eve Fouilleux, Laura Michel, Quand l'alimentation se fait Politique(s), Presses Universitaires de Rennes.

³ IPES Food, 2015, The new science of sustainable food systems: overcoming barriers to food system reform, http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/NewScienceofSusFood.pdf

controverses et conflits qui déchirent nos sociétés et interrogent la science sur les relations entre agriculture et chimie, depuis la dénonciation historique du DDT par Rachel Carson⁴, jusqu'aux sujets plus récents de l'interdiction du glyphosate, des distances minimales autour des habitations pour l'épandage des pesticides, de la réautorisation des insecticides néonicotinoïdes pour les betteraves ou de la reconnaissance de maladies professionnelles des travailleurs agricoles en lien avec l'utilisation de pesticides ... Quoi d'étonnant lorsqu'il s'agit de questions aussi sensibles qui touchent à nos « besoins primaires », alimentation, santé et environnement immédiat, question rendues encore plus compliquées dans le contexte des ravages écologiques⁵ ? Or le programme de ce colloque semble faire le pari que toutes ces controverses et questions sensibles sont solubles dans la chimie.

En effet, le panel d'intervenants de la journée ne propose pas la diversité d'experts et expertes qui serait indispensable pour établir une base solide sur la place de la chimie en agriculture. Pour éclairer véritablement ce thème, il serait nécessaire d'inviter des spécialistes de disciplines multiples et d'écoles de pensée diverses, au premier rang desquels la chimie, bien sûr, mais aussi l'agronomie, l'agroécologie, la toxicologie, l'écotoxicologie, les sciences humaines et sociales, ainsi que l'ensemble des parties prenantes. Or le programme annoncé ne correspond pas à cette ambition⁶ : outre le directeur scientifique environnement de l'INRAE, seuls trois personnels de la recherche publique interviennent dans la journée, à savoir une professeure retraitée émérite spécialiste de biocontrôle et biotechnologie⁷, un chercheur en pathologie végétale retraité⁸ et un enseignant-chercheur lui aussi spécialiste de pathologie végétale. Les chercheurs et autres acteurs agricoles qui testent et évaluent des systèmes de culture en réelle rupture avec la chimie et avec très peu ou pas de pesticides sont absents, alors que leur expertise est essentielle pour des remises en question à la fois sans tabou et sans angélisme. Les souhaits de la société civile sur la contribution des innovations de la chimie en agriculture sont invoqués dans la présentation du colloque, mais les associations environnementales et de consommateurs sont totalement absentes du programme.

Plus préoccupant encore, avec neuf intervenants sur seize, les industriels sont surreprésentés, certains étant visibles dans le programme (comme Bayer France côté pesticides, ou Yara France côté engrais chimiques) et d'autres apparaissant sous une autre affiliation (deux cadres de l'agrochimie, l'un actif et l'autre retraité ainsi qu'un retraité d'un groupe semencier apparaissent dans le programme au titre de leur appartenance à l'Académie d'Agriculture de France, sans que leur employeur ou ex-employeur ne soit mentionné)⁹. L'introduction et la conclusion de la journée reviennent au président de la Fondation internationale de la Maison

Sandrine Paillard, Sébastien Treyer, Bruno Dorin, 2010. Agrimonde : scénarios et défis pour nourrir le monde en 2050, éditions Quae.

⁴ Rachel Carson, « Printemps Silencieux », Wildproject Editions, 2020, traduction du livre « Silent Spring » initialement publié en 1962.

⁵ Décrits notamment dans le rapport spécial du GIEC (Groupement Intergouvernemental d'Experts sur le Climat) sur les sols et le rapport de l'IPBES (Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services) : voir *L'Atécopol livre son analyse du dernier rapport du GIEC* (<https://atecopol.hypotheses.org/1645>)

⁶ <https://actions.maisondelachimie.com/wp-content/uploads/sites/2/2020/06/ChAgri-Programme-1.pdf>

⁷ <https://www.academie-agriculture.fr/membres/annuaire/catherine-regnault-roger>

⁸ <http://www.hautconseilbiotechnologies.fr/fr/membre/saindrenan-patrick>

⁹ <https://www.academie-agriculture.fr/membres/annuaire/andre-fougeroux>
<https://www.academie-agriculture.fr/membres/annuaire/jean-louis-bernard>
<https://www.academie-agriculture.fr/membres/annuaire/bernard-le-buanec>

de la Chimie, dont le bureau comporte trois anciens cadres de Total, Arkema et BASF¹⁰. Lui-même est ancien PDG du Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives et actuel président du projet de réacteur nucléaire de recherche civil à fusion nucléaire ITER, domaine fort éloigné de l'agriculture. Les animateurs de session comprennent l'ancienne directrice des affaires publiques et de la communication de l'Union nationale des industries de la protection des plantes (organisation professionnelle des industriels des pesticides) et actuelle senior manager affaires institutionnelles de Philip Morris France¹¹, ainsi que deux enseignants chercheurs retraités, dont l'un connu pour ses propos climatosceptiques¹². Les femmes sont peu représentées dans le programme, ce qui relève historiquement de l'approche viriliste de l'agrochimie au service d'une agriculture productiviste.¹³ Nous nous interrogeons sur la contribution que pourra apporter le directeur scientifique environnement de l'INRAE dans son exposé sur la recherche agronomique et la transition agroécologique. Seul représentant d'un institut de recherche publique et presque le seul scientifique en activité dans le programme : c'est sa présence qui légitime la journée sur le plan académique. Or il risque de se retrouver bien seul à présenter ce que devrait être une approche systémique et pluridisciplinaire de la place de la chimie dans l'agriculture.

Cette description des intervenants suggère donc un second problème plus grave, d'ordre éthique : une « manipulation de l'autorité de la science à des fins d'influence » telle qu'analysée dans *Les gardiens de la raison*, par Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens.¹⁴ « La stratégie des marchands de pétrole, de plastique, de pesticides et d'alcool consiste désormais à dire ce qu'est la "bonne" science », constatent les auteurs ; « nous assistons à un détournement des logiques mêmes de fonctionnement d'un espace public reposant sur un idéal de vérité ». En particulier, « dans l'écosystème de la tromperie modern style, la cible privilégiée des influenceurs n'est plus seulement le ministre ou le haut fonctionnaire de la Commission européenne, mais le professeur de biologie de collège, l'animateur d'un "café-science", ou l'agronome éclairé, passeur de savoir sur son blog ». Ainsi la Fondation de la Maison de la Chimie affirme que « ce colloque est ouvert à un large public avec une attention particulière aux lycéens et à leurs enseignants ». La conférence sera diffusée en direct sur le site www.mediachimie.org dédié à « mieux transmettre les connaissances des chimistes d'aujourd'hui aux générations futures » - sur lequel une conférence de 2015 sur le changement climatique du climatosceptique notoire Vincent Courtillot est toujours disponible en replay.¹⁵ N'est-ce pas là une tentative de détourner la jeune génération, qui s'est saisie depuis quelques années de la question de la crise environnementale et qui réclame un changement drastique des politiques publiques, notamment pour la préservation de la biodiversité ?

Comment la communauté scientifique peut-elle empêcher ce type de manipulation ? Nous, signataires, ne sommes pas et ne voulons pas être les gardiens de la raison, nous sommes juste des scientifiques connaissant toutes et tous les difficultés à essayer de se rapprocher de

¹⁰ <https://fondation.maisondelachimie.com/organisation/conseil-dadministration/bureau/>

¹¹ <https://www.alumni-eslca.com/mobilites/165>

¹² <https://blogs.letemps.ch/richard-emmanuel-eastes/2019/09/27/la-trouble-posture-des-chimistes-francais-face-au-deni-climatique/>

¹³ Joni Seager, 2014. *Carson's Silent Spring: A Reader's Guide*. Bloomsbury Publishing.

¹⁴ Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, « Les gardiens de la raison : Enquête sur la désinformation scientifique », éditions de la Découverte, septembre 2020.

¹⁵ <https://www.mediachimie.org/ressource/le-changement-climatique-question-encore-ouverte>

la vérité, et l'impérieuse nécessité d'un libre et honnête débat contradictoire pour y arriver. Quels sont pour nous les moyens d'action en pareille situation ? Faut-il interpeller les partenaires du site www.mediachimie.org - parmi lesquels le CNRS et le Collège de France ? Ou interpeller des parlementaires sur la reconnaissance d'utilité publique dont bénéficie la Fondation de la Maison de la Chimie ? Se battre sur le seul plan de la confrontation d'arguments dans les revues scientifiques ? Aucune de ces solutions n'est pleinement satisfaisante, même si toutes sont meilleures que l'inaction.

En attendant, nous vous appelons à vous saisir de ce sujet en tant que PDG de l'INRAE pour défendre les valeurs de service public que se doit de porter cet institut. Selon nous, les institutions publiques à vocation scientifique ont la mission essentielle de garantir l'absence de toute collusion entre la recherche académique et des intérêts privés qui pourraient se faire au détriment de l'intérêt général.

Les scientifiques des ateliers d'écologie politique de Toulouse, Montpellier, Paris-Ile de France et Rennes